

## Julien Denormandie veut « simplifier » les constructions de retenues d'eau

© 31/07/2020 |  Terre-net Média

Le ministre de l'Agriculture veut « simplifier un peu les procédures » pour construire des retenues d'eau afin de permettre aux agriculteurs de faire face aux sécheresses à répétition, a-t-il déclaré vendredi sur Europe 1.



Le volet agricole du plan de relance post-Covid-19 devrait prévoir un soutien financier pour le stockage d'eau de pluie. (©Terre-net Média)

« **I**l faut parfois sur des territoires **faire des retenues d'eau** un peu plus massives et ça, dans notre pays, ça prend huit à dix ans parce qu'on a une palanquée de recours toujours plus forts », a déploré le **ministre de l'agriculture Julien Denormandie**, vendredi 31 juillet 2020, au micro d'Europe 1.

« Comment on fait pour faire face à ça ? (...) On **simplifie un peu les procédures** et surtout on le fait dans le dialogue parce que c'est le dialogue qui permet de **balayer les inquiétudes** des uns et des autres », a-t-il ajouté.

Dans le cadre du **plan de relance en négociation**, il prévoit par ailleurs un « soutien financier » afin notamment d'aider les éleveurs à mieux s'équiper pour capter l'eau de pluie.

Retrouvez [notre carte interactive actualisée des départements soumis à restriction d'usage de l'eau](#)

« Dans le plan de relance on va faire ces modernisations quand elles sont nécessaires », a-t-il dit, estimant qu'il s'agit généralement de « petits montants ». Les demandes d'agriculteurs de **stocker l'eau pendant l'hiver** se heurtent parfois à l'**opposition d'associations environnementales**, qui prônent une **adaptation des pratiques agricoles au réchauffement climatique** et des cultures moins gourmandes en eau.

En juin, un rapport parlementaire soulignait que l'eau génère en France « convoitise et concurrence, parfois de façon intense », notamment en agriculture, avec des « conflits d'usage » qui se multiplient.

La rapporteure Frédérique Tuffnell, députée LREM de Charente Maritime, avait relevé que sur le bassin Aquitaine, 21 projets de retenues d'eau sur 34 étaient en contentieux judiciaire, et 31 sur 60 sur le bassin Loire-Bretagne.

À lire >> [S'assurer face aux risques climatiques : Les points de vue de Florence Gillotin et Franck Gille, céréaliers](#)